

RÉFORME DU COLLÈGE : la ministre politise le débat

Alors que l'opposition à sa réforme du collège ne cesse de croître, et probablement à court d'arguments pédagogiques, la ministre a choisi de politiser le débat pour justifier ses décisions.

Selon elle, sa réforme serait « de gauche » et donc ses opposants « de droite ». **Progressistes contre conservateurs** en quelque sorte. Grossière caricature puisque la diversité des syndicats qui s'opposent à la réforme infirme le propos.

En supprimant les classes bi-langues et les classes européennes, les options langues anciennes, etc, **la ministre prétend offrir à tous les collégiens les mêmes perspectives de réussite et les tirer tous vers le haut.**

Curieuse conception que celle qui prétend **offrir en supprimant** et tirer vers le haut en nivelant vers le bas, en fermant des classes recherchées par de plus en plus de familles.

Nouvelle contradiction lorsque, quelques jours après, la même ministre reproche à ses opposants de politiser à leur tour le débat ! **Pour la FAEN, l'exploitation politique des dossiers de l'enseignement et de l'éducation, qu'elle soit de gauche, de droite ou d'ailleurs ne rend pas service au système éducatif.**

Si des familles cherchent à contourner la carte scolaire en évitant à leurs enfants les établissements ghettos, **c'est en s'attaquant aux causes de leur ghettoïsation que l'on règlera le problème**, pas en supprimant partout des enseignements qui répondent aux besoins de certains élèves.

Ce plaidoyer idéologique d'une réforme de plus en plus contestée pourrait s'avérer d'autant plus vain que **la ministre pourrait être contrainte de revoir en partie sa copie.**

En effet, **le gouvernement allemand n'a pas du tout apprécié** le contenu de la réforme des collèges de madame Vallaud-Belkacem car l'allemand participe à la mise en place de très nombreuses classes bi-langues. Il souffrirait donc particulièrement de leur suppression.

Plusieurs ministres allemands le font savoir à la presse

affirmant même que la Chancelière doit en parler au Président français.

Le ministère de l'Éducation nationale travaille déjà à plusieurs propositions de modification permettant de « réduire la voilure » sans perdre la face.

L'idéologie de notre ministre va-t-elle céder devant cette nouvelle manifestation de la « Réalpolitik » allemande ?

En attendant, c'est un front syndical de plus en plus large qui se mobilisera **contre cette réforme du collège le 19 mai prochain.**

Université : mobilisation des fonds de roulement

La répartition des budgets 2015 des universités a été examinée au Cneser (Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche) le 27 avril. Les dotations des établissements progressent en moyenne de 1,5%.

Toutefois, cela ne doit pas cacher un fait particulièrement grave : une cinquantaine d'établissements vont devoir, pour maintenir le niveau de leurs dotations, piocher dans leurs fonds de roulement, l'État ayant baissé très fortement ses contributions.

Ce ne sont pas moins de 100 millions d'euros qui vont ainsi devoir être prélevés pour atteindre les moyens constants, notamment dans les universités d'Artois, qui devra prélever 24 millions d'euros dans ses économies, mais aussi Lille 2 (8,7M€), Paris 2 Assas (7,6M€), ou Pierre-Mendès-France Grenoble 2 (6,6M€) pour ne citer que les plus touchées.

La constitution de ces fonds de roulement s'est souvent faite sur de nombreuses années (voire des décennies), à force d'économie ou d'investissements propres aux établissements.

Par cette décision politique, la ministre vient donc « prendre » aux universités les plus économes, pour financer son enveloppe globale qui peut alors épargner les universités les plus déficitaires.





Un grand sentiment d'injustice prend de l'ampleur dans les équipes concernées, surtout quand celles-ci n'ont pu atteindre une gestion financière saine qu'au prix de sacrifices, notamment en termes de postes non ouverts.

Cette décision met aussi en danger l'avenir de ces universités, **dévorant en une seule année des fonds accumulés parfois en plus de trente ans, et qui ont été le plus souvent constitués en vue de grosses dépenses à venir** (rénovations, infrastructures, investissement...). Que fera le gouvernement l'année prochaine, quand les besoins seront toujours là et qu'en plus ces nouvelles factures se présenteront à des caisses désormais vides ?

Grève du 19 mai 2015 : refusons la réforme du collège

Les échanges gagnent en virulence des deux côtés, à l'approche de la grève du 19 mai, pour ce qui concerne la réforme du collège. De part et d'autre, les acteurs principaux tentent de politiser le débat ou de le réduire à des attaques de personnes.

Dans ce climat tendu, **plusieurs syndicats de la FAEN s'opposent résolument à cette réforme, sans que cette opposition soit liée en aucune façon à une affaire de personne ou un positionnement conservateur ou partisan.**

- Nous dénonçons cette réforme car elle va retirer des possibilités d'enseignements optionnels à des élèves motivés qui s'ennuient déjà dans le collège actuel, pour en imposer de moindres à tous, y compris aux élèves en grande difficulté qui n'en tireront aucun profit et **ne feront que s'ennuyer davantage et glisser encore plus vers le décrochage.**

- Nous dénonçons cette réforme pour son impact néfaste sur l'avenir de nos collègues, de langues et de lettres classiques notamment.

- **Nous dénonçons aussi cette réforme par la mise en concurrence dangereuse qu'elle instaure entre les projets et entre les professeurs**, le tout arbitré par une instance (le Conseil d'Administration) où siègent des élèves et des parents qui ne devraient pas avoir de pouvoir de décision sur la liberté pédagogique des enseignants.

- **Nous dénonçons encore cette réforme pour la disparition de moyens financiers qu'elle déguise derrière une enveloppe budgétaire globale.**

- Enfin (et surtout) pour l'amointrissement des savoirs fondamentaux qu'elle va provoquer en réduisant la densité des programmes et les horaires disciplinaires, **au profit de projets interdisciplinaires** qui peuvent être utiles mais **qui ne résoudront pas le problème majeur de la baisse de niveau général des élèves.**

Nous appelons les personnels de collège à faire grève et à manifester LE MARDI 19 MAI 2015 pour démontrer concrètement leur refus de la réforme

5 000 jeunes en service civique dans les établissements

Au cours de l'automne 2015, **5 000 jeunes devraient entrer dans les établissements scolaires dans le cadre d'un service civique.**

"Il s'agira de développer l'accès à la culture, au sport, aux sciences, d'accompagner les projets des élèves et des équipes éducatives, de participer à l'apaisement du climat scolaire", détaille la ministre.

L'objectif serait de prolonger l'élan issu de la mobilisation de l'école pour les valeurs de la République. Suite aux événements de janvier, **4 660 personnes se sont également inscrites dans la réserve citoyenne.**

Le texte la mettant en place est d'ores et déjà publié (au BO du 14 mai).

Des dispositifs d'autant plus plébiscités par le ministère en ces temps de crise qu'ils sont très peu coûteux. Pour quelles missions, selon quelle mise en œuvre et pour quels résultats espérés ?

La FAEN ne peut donc que prendre ses distances avec une initiative qui multiplie une fois de plus les intervenants extérieurs au sein de l'école, sans définir au préalable correctement leurs missions.